

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 23 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CHIMIREC**

ZI DE MEZAUBERT  
35133 JAVENE

Références : UD 35/2022/1156  
Code AIOT : 0005501436

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2022 dans l'établissement CHIMIREC implanté ZI de MEZAUBERT 35133 JAVENE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC
- ZI de MEZAUBERT 35133 JAVENE
- Code AIOT : 0005501436
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement est dédié au tri-regroupement et transit de déchets d'activité, principalement de filtres à huile et de contenants de déchets pateux et liquides ainsi qu'à la fabrication d'un combustible solide énergétique destiné aux cimenteries.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi des MMRI sous l'angle du PM2i

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Caractéristiques des détecteurs	Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article Article 7.3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement des équipements soumis aux dispositions liées au vieillissement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 5	/	Sans objet
2	Recensement des équipements soumis aux dispositions liées au vieillissement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7	/	Mise en demeure, respect de prescription
6	Mise en sécurité des MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.5	/	Sans objet
7	Exercices POI	Lettre du 22/06/2020, article /	/	Sans objet
8	AN 100 m	Autre du 01/01/2001, article /	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence une formalisation insuffisante du suivi des équipements de sécurité, sans toutefois identifier de défaillance sur le fonctionnement des MMR examinées.

Ces manquements conduisent à proposer au préfet d'engager une procédure de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Recensement des équipements soumis aux dispositions liées au vieillissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités et tuyauteries
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables : 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m <sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m <sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement. Sont exclus du champ d'application de cet article : - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'aucun équipement n'est soumis à cet article au sein de son site.  En effet : - l'étude de dangers ne mentionne aucun événement accidentel côté avec une gravité importante ; - les capacités ont toutes un volume inférieur à 100 m <sup>3</sup> et ne contiennent aucune substance avec les mentions de dangers H400 ou H410 ; - les tuyauteries ont toutes un diamètre inférieur à DN 100 et ne contiennent aucune substance avec les mentions de dangers H400 ou H410.  > Cette analyse montre l'absence d'équipements concernés par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Recensement des équipements soumis aux dispositions liées au vieillissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMRI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un « établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement ».</p> <p>Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</p> <p>A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la liste de ses MMR ainsi que les contrôles réalisés sur ces équipements mais n'a pas mené l'analyse par rapport au guide professionnel pour la gestion et la maîtrise du vieillissement des MMRI, pour déterminer si une MMRI du site pourrait rentrer dans le champ d'application de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.</p> <p>L'Inspection constate néanmoins que les MMR liées à l'incendie font l'objet d'un état initial et de périodicités de contrôle précisées au titre du référentiel des assureurs (certificats N7 par exemple).</p> <p><b>&gt; L'exploitant transmettra à l'Inspection, par exemple dans le cadre de l'étude de dangers qui sera jointe à la demande d'autorisation environnementale à venir, son analyse argumentée sur la détermination de MMRI visées sur son établissement par l'article 7 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.</b></p> <p><b>&gt; Dans le cas où des MMRI seraient identifiées comme relevant de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, un dossier par équipement concerné sera établi comprenant l'état initial, le programme et le plan de surveillance conformément à la réglementation.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

### N° 3 : Caractéristiques des détecteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2013, article Article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMRI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>7.3.5 SYSTÈMES DE DÉTECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUES</b></p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substances particulières ou de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction.</p> <p>Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un nouveau logiciel de GMAO est utilisé par l'exploitant pour planifier et suivre la maintenance des détecteurs depuis le début de l'année.</p> <p>L'inspection a regardé en particulier les deux derniers rapports de contrôle de la détection CO. Elle n'a relevé aucune remarque.</p> <p>L'inspection a examiné le fonctionnement de l'inerteur CO : l'inertage démarre à partir d'un seuil détecté par le capteur CO. Le mode d'emploi de l'inerti-box préconise un seuil à 200 ppm.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir changé ce seuil à 400 ppm du fait de déclenchements intempestifs mais n'a pas été en mesure ni de présenter une traçabilité de l'analyse des risques préalable à la décision prise pour ce changement, ni de présenter une trace de ces déclenchements. Ce nouveau seuil ne semble par ailleurs pas enregistré dans les documents de suivi de l'équipement.</p> <p><b>&gt; L'exploitant indique les dispositions prises pour garantir la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</b></p> <p><b>&gt; L'exploitant met en place une organisation permettant la traçabilité des interventions sur les barrières de sécurité.</b></p> <p>De plus, il a été constaté qu'un détecteur incendie sur le quai était hors service. Ce fait était connu de l'exploitant qui a déclaré avoir pris des mesures pour éviter que, dans l'attente de son remplacement, des matières combustibles soient stockées sur cette zones. Cela n'était toutefois pas formalisé.</p> <p><b>&gt; L'exploitant doit formaliser les mesures compensatoires mises en place lorsqu'une barrière de sécurité est défaillante.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Mise en sécurité des MMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors que les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026.
<b>Constats :</b> L'Inspection n'a pas constaté de perte simultanée de MMR en cas de perte d'alimentation électrique. En particulier, les moyens de détection et d'extinction automatique des incendies sont dotés des capacités de secours d'alimentation requises.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Exercices POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 22/06/2020, article /
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suites inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le test du POI prescrit par l'article 7.6.2.3 s'entend plus largement : il doit permettre de tester l'adaptation des procédures et leur bonne appropriation par le personne au moins une fois par période triennale. L'exploitant doit adapter les modalités de l'exercice en conséquence. Réponse (17/07/20) : exercice interne programmé avec appui d'un cabinet extérieur
<b>Constats :</b> Un exercice avec les services de secours était prévu avant la fin de l'année. L'exploitant est par ailleurs en recherche d'un organisme susceptible de l'assister dans la réalisation d'exercices POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : AN 100 m**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2001, article /
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, AN 100 m
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les activités voisines de l'établissements sont connues et les risques d'effets dominos sont identifiés
<b>Constats :</b> L'Inspection n'a pas identifié, dans le rayon de 100 m autour des limites de l'établissement, d'installation classée non connue ou susceptible d'être à l'origine d'effets dominos vers le site de Chimirec.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite